



Conditions de travail dégradées : éducation en danger

Grève unitaire le 1^{er} février

Pour dénoncer nos conditions de travail plus que dégradées, nos organisations syndicales FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'Action, SUD éducation appellent à la grève le 1^{er} février 2024.

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation.

Les quelques augmentations sous forme de prime de la rentrée ne suffisent plus à faire illusion face à la dégradation des conditions de travail : inclusion sans moyens, recrudescence de cas de violence, difficultés de gestion des élèves à besoins éducatifs particuliers. C'est la santé des personnels qui est en jeu !

Il est encore temps de renoncer aux suppressions de postes pour permettre notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements. Il faudrait également recruter davantage de personnels dans l'ensemble des équipes pluriprofessionnelles ... La dégradation des conditions de travail, la perte du sens du métier doivent être pris au sérieux. La formation continue saccagée, les effectifs nombreux dans les classes, l'inclusion sans moyens, etc : tout cela contribue à dégrader encore davantage les conditions de travail.

Nos organisations exigent également de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation, ainsi que l'abandon du pacte.

A l'inverse du projet de fusion des AESH et AED, nous organisations syndicales revendiquent un statut pour les AESH pour qu'il soit reconnu comme un métier à part entière.

Le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignantes, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Nos organisations en exigeant le retrait comme voté à l'écrasante majorité lors du Conseil Supérieur de l'Éducation !

Plus globalement, les mesures "Choc des savoirs" annoncées par le Ministre Attal dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique. Faute de moyens suffisants, elles vont en réalité entraîner désorganisation des enseignements et emplois du temps, multiplication des compléments service et suppression de postes.

Pour toutes ces raisons, les organisations FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'Action, SUD éducation, UNSA Education, SGEN-CFDT, appellent à se mettre en grève et participer à la journée de mobilisation le 1^{er} février 2024 à 13h30 Square de la Bourse à Mulhouse.